

11.03.2021 - 14:07 Uhr

PwC "24th Annual Global CEO Survey": La pandémie accélère la transformation et les CEO suisses abordent l'avenir avec optimisme

24e étude internationale de PwC auprès des CEO

La pandémie accélère la transformation et les CEO suisses abordent l'avenir avec optimisme

PwC Suisse publie les résultats du dernier sondage sur les préoccupations, les espoirs et les priorités stratégiques des CEO des entreprises suisses.

- Malgré la pandémie, les CEO des entreprises suisses se montrent extrêmement confiants quant à la reprise économique, une opinion qui contraste fortement avec l'avis exprimé l'année dernière.
- Cet optimisme est porté par un fort sentiment de confiance dans nos structures étatiques et du secteur privé.
- Les CEO voient les transformations rendues possibles par l'évolution rapide des technologies comme une opportunité, mais ils sont aussi préoccupés par les cyber-risques.
- La disponibilité des compétences clefs inquiète particulièrement les décideurs interrogés.
- Le thème du développement durable a gagné en importance, mais les acteurs économiques estiment que la lutte contre le changement climatique et les dommages environnementaux est plutôt du ressort du gouvernement, à qui il incombe en particulier de définir un cadre réglementaire clair.

Zurich, le 11 mars 2021 – Pour la 24e fois, la société d'audit et de conseil PwC se penche sur ce qui préoccupe les CEO du monde entier, ce qu'ils pensent et leur vision de l'avenir dans le cadre de son étude « Annual Global CEO Survey ». Alors que les participants suisses de l'étude affichaient un pessimisme jamais vu vis-à-vis de la croissance économique mondiale l'an dernier, c'est tout à fait le contraire en 2021 : 67 % se montrent optimistes quant aux douze prochains mois. Ce taux est nettement plus haut que les années précédentes, il ne s'élevait qu'à 23 % en 2020 par exemple.

Les dirigeants interrogés se montrent aussi positifs s'agissant du développement de leur entreprise : 84 % tablent sur une croissance de leur chiffre d'affaires dans les douze prochains mois, 53 % jugeaient les perspectives plutôt positives et 40 % très positives pour les trois prochaines années. Du reste, 69 % des personnes interrogées en Suisse s'attendent à ce que le nombre de collaborateurs augmente au cours des trois prochaines années. Néanmoins, les incertitudes qui pèsent sur la croissance économique suscitent toujours une appréhension élevée – 71 % des personnes interrogées en Suisse sont concernées, ce taux atteint même 83 % au niveau mondial. En outre, dans le cadre de la crise du COVID-19, elles seront nombreuses (71 % en Suisse) à augmenter leurs investissements à long terme dans la mise en œuvre de l'optimisation des coûts.

Confiance générale malgré quelques inquiétudes

L'étude révèle que la confiance des CEO dans la place économique nationale est élevée par rapport à d'autres pays : leur appréciation de la menace générale est beaucoup plus modérée, même si certains domaines les inquiètent. Les cybermenaces (93 %), l'excès de réglementation (81 %) ainsi que les pandémies et autres crises sanitaires (77 %) figurent en tête des préoccupations en Suisse. Le populisme est également perçu comme un danger, bien plus encore en 2021 (66 %) que l'année précédente (57 %).

Les principales différences entre l'étude suisse et l'étude mondiale résident notamment dans les incertitudes politiques et fiscales, l'alourdissement des obligations fiscales, l'inégalité économique et l'instabilité sociale. De même, le chômage (37 %) inquiète largement moins les personnes interrogées en Suisse que dans le reste du monde (60 %). La moitié seulement exprime un manque de confiance dans l'économie. Ces résultats suggèrent que les systèmes suisses et leur configuration de base permettent aussi une certaine sécurité de planification en période difficile. « La pandémie de COVID-19 a mis en évidence le fait que la société, l'économie et l'Etat ne sont pas des unités séparées. Leurs interconnexions sont la clef du succès d'une place économique qui se distingue par sa sécurité juridique, son entrepreneuriat, ses infrastructures performantes et son personnel qualifié », explique Andreas Staubli, CEO de PwC Suisse.

Transformation accélérée

La crise du COVID-19 a encore renforcé la position dominante que l'innovation occupe traditionnellement pour les CEO suisses : 59 % d'entre eux estiment qu'ils doivent en faire plus dans ce domaine et 55 % souhaitent augmenter leurs investissements sur trois ans dans la recherche et le développement ainsi que dans l'innovation de produits comme conséquence de la pandémie. Parallèlement, 92 % des personnes interrogées en Suisse souhaitent investir dans la transformation numérique sur la même période. « Les CEO suisses voient dans les mutations accélérées et l'évolution rapide des technologies une opportunité de mieux cibler leur transformation et de tirer parti des conséquences de la pandémie », selon Andreas Staubli. Les décideurs sont 46 % à s'inquiéter de la rapidité des mutations technologiques, soit nettement moins que le reste du monde (68 %).

Les cyber-risques au premier plan

Les CEO interrogés semblent conscients du fait que la numérisation touche pratiquement toute la chaîne de valeur et comporte à la fois des opportunités et des risques qu'il convient d'évaluer soigneusement. Sans surprise, les décideurs ont redéfini la liste de leurs priorités en termes de gestion stratégique des risques. Ils placent les cybermenaces en tête (84 %) – un taux nettement plus élevé que dans le reste du monde (59 %). Les pandémies (74 %) figurent en deuxième position, suivies par la disponibilité des compétences clefs (64 %) et la rapidité des mutations technologiques (63 %).

La pandémie, les changements numériques qu'elle a induits et les nombreuses cyberattaques récentes ont accru les craintes suscitées par la thématique : 43 % des CEO interrogés en Suisse jugent les cyber-risques comme une menace potentielle pour leurs perspectives de croissance, contre seulement 26 % l'an dernier. Le fait que 77 % des cadres dirigeants déclarent vouloir augmenter leurs investissements à long terme dans la cybersécurité et la protection des données à la suite de la crise du COVID-19 témoigne de l'urgence de la situation. L'inquiétude quant à la désinformation a également fortement augmenté, passant de 29 % l'année précédente à 59 % en 2021. Ce résultat peut également exprimer la crainte que les cyber-criminels ne détournent et déforment des informations susceptibles de nuire au développement des entreprises ou d'induire de mauvaises décisions.

La disponibilité des compétences inquiète

La question de savoir si le personnel a les compétences nécessaires pour réaliser les transformations en cours semble être une préoccupation des CEO. Près des deux tiers des décideurs s'en inquiètent en Suisse. Le fait que la plupart des cadres dirigeants en Suisse (65 %) souhaitent investir davantage dans le développement à long terme du leadership et des talents montre l'importance accordée à cette problématique. L'upskilling est une voie possible. Il permet d'une part de réduire des capacités inutiles et de former les collaborateurs, de sorte que les nouvelles compétences acquises répondent mieux aux nouveaux besoins de l'entreprise. Cette approche est beaucoup moins coûteuse que le recrutement de nouveaux talents. L'optimisation des coûts revêt aussi une importance centrale pour les dirigeants interrogés : 71 % souhaitent investir davantage dans des opérations de réduction des coûts à long terme.

En Suisse, on accorde plus de valeur aux collaborateurs hautement qualifiés que dans le reste du monde. 79 % des participants à l'étude suisse considèrent que des employés compétents, bien formés et flexibles sont l'une des principales conditions préalables à la réussite d'une entreprise (contre seulement 61 % dans le monde). 79 % des CEO suisses considèrent que cette thématique relève de la responsabilité du gouvernement. Cela s'explique sans doute aussi par la forte collaboration entre les secteurs privé et public dans le développement et la production de talents, comme c'est par exemple le cas dans le système d'éducation et de formation.

Le développement durable, une question qui présente une dimension politique et réglementaire

En revanche, les thèmes du changement climatique et des dommages environnementaux ont pris de l'importance par rapport à l'an dernier (51 %) : c'est un sujet d'inquiétude pour 62 % des participants à l'étude en Suisse. Pourtant, 45 % des personnes interrogées considèrent que la lutte contre le changement climatique et les dommages environnementaux incombent au gouvernement, seul un bon tiers (35 %) estime que c'est une priorité des acteurs économiques eux-mêmes. Cela illustre la nécessité d'instaurer un cadre réglementaire clair qui élimine les distorsions de concurrence. Alors que 30 % des CEO interrogés dans le monde estiment que le changement climatique menace les perspectives économiques de leur entreprise, ils ne sont que 16 % à partager ce point de vue en Suisse. De ce fait, seuls 47 % des décideurs suisses ont l'intention d'augmenter leurs investissements à long terme dans la durabilité et les initiatives ESG en raison de la crise du COVID-19. Ce pourcentage est de 60 % au niveau mondial. Cela peut signifier que les entreprises suisses se mobilisent déjà dans ce domaine depuis déjà quelques années et que le besoin d'investissements majeurs est moins important que dans d'autres pays. S'agissant de la transparence, les CEO interrogés estiment que les répercussions environnementales doivent constituer un domaine clé porteur de valeur et d'impact dans les rapports (38 %), seule l'innovation a recueilli trois points de pourcentage de plus.

À propos de la conception de l'étude

Les participants ont été interrogés en janvier 2021. Au total, 5050 CEO ont été interrogés dans 100 pays, dont 111 en Suisse. Toutes les questions ont été posées par écrit aux participants en Suisse (questionnaire en ligne). Sur les 111 entreprises concernées en Suisse, 6 ont un chiffre d'affaires de plus de 10 000 millions de francs, 16 ont un chiffre d'affaires compris entre 1000 et 9999 millions de francs, 51 ont un chiffre d'affaires compris entre 101 et 999 millions de francs et 32 ont un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 100 millions de francs. 22 % des entreprises suisses sont cotées en Bourse, 66 % sont entre des mains privées et 12 % relèvent du secteur public. 42 % des participants à l'étude représentent des entreprises familiales suisses dont au moins 32 % des actions sont détenues par la famille.

Télécharger

Vous trouvez notre communiqué de presse et des graphiques informatifs sous www.pwc.ch/fr/presse/ceo-survey-2021

Vous trouverez le communiqué de presse sur les résultats mondiaux sur press.pwc.com

À propos de PwC

PwC œuvre à développer la confiance dans la société et à résoudre des problèmes importants. Notre réseau d'entreprises est implanté dans 157 pays et emploie plus de 284 000 collaborateurs animés par une même volonté de fournir des services d'assurance, de fiscalité et de conseil de qualité. Forte de 3250 collaborateurs et associés, PwC Suisse dispose de 14 sites en Suisse et un dans la principauté de Liechtenstein. Pour en savoir plus et pour nous contacter, consultez notre site www.pwc.ch. PwC désigne le réseau PwC et/ou une ou plusieurs sociétés affiliées, chacune d'entre elle étant une entité juridique indépendante. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site www.pwc.com/structure

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100008191/100866986> abgerufen werden.